



Extract of Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Articles-publies-dans-la-version.html>

# Articles publiés dans la version papier d'Alger républicain de mai-juin 2017

- Actualité politique nationale -

Publication date: samedi 10 juin 2017

---

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

---

## Elections législatives du 4 mai : un désaveu massif du régime

L'écrasante majorité des citoyens a méprisé les bureaux de vote. Près de 3 sur 4 citoyens - 72,3% des inscrits - se sont abstenus de voter ou ont glissé un bulletin nul pour exprimer leur rejet de la mascarade électorale.

Le plus remarquable dans ces législatives n'est pas le taux de désaffection populaire ou le taux de la participation électorale. Les vrais chiffres ne seront jamais connus. C'est le fait que le régime n'a pas pu les travestir avec autant de grossièreté qu'avant. L'envie ne lui en a certainement pas manqué. La résultante de décennies de luttes multiformes en a décidé autrement.

C'est un aspect paradoxal des résultats du verrouillage de la vie politique. Le pouvoir s'est verrouillé lui-même, pourrait-on dire pour résumer en un mot son isolement au sein de la population.

Les deux principaux partis de la coalition présidentielle, le FLN et le RND, ont donc « remporté » ensemble la majorité. Mais que représentent-ils réellement ? 2,6 sur les 23,2 millions de citoyens inscrits, à peine 11,2% des inscrits.

La machine à fabriquer les votes leur a attribué la majorité des sièges, respectivement 161 et 100 sièges sur les 462 en jeu. Avec le ralliement à l'alliance présidentielle des islamistes du TAJ ou des laïques du MPA de l'ultra-libéral Benyounès et de l'ANR, la force de frappe du régime sera représentée à l'APN par 300 députés. A chaque coup de sifflet, au moins 300 mains se lèveront pour adopter toutes les lois qui au nom de « la nécessité de faire face à la crise » vont s'attaquer aux conquêtes sociales des travailleurs et livrer le pays aux appétits illimités des trafiquants, des classes parasites, des exploités, des multinationales. Des jours sombres s'annoncent pour les couches modestes.

Loi sur les retraites, flexibilité à mort du travail pour « améliorer le climat des affaires » - expression gravée sur le marbre d'une Constitution ratifiée sans consultation populaire par une Assemblée aux ordres - privatisation des richesses nationales, bradage des terres de l'Etat, encore et encore des avantages fiscaux aux nouveaux bourgeois, il faut s'attendre à une offensive en règle.

Cependant ceux qui contestent le régime du point de vue des intérêts des classes laborieuses doivent examiner avec beaucoup de finesse les divers aspects de ces législatives. Leurs résultats reflètent le mécontentement populaire. Ils consacrent le fait que le régime n'exprime pas les intérêts des classes laborieuses bien qu'il ait été contraint par leurs luttes sociales à leur faire des concessions depuis le début des années 2000.

Mais ils expriment aussi des tendances opposées à l'aspiration à l'avènement d'un régime porteur des espérances des classes populaires.

Grâce au subtil « filtrage » opéré à travers la démocratie de façade, les députés appartiennent presque tous au courant du libéralisme économique. Ils représentent les classes bourgeoises ou embourgeoisées dont l'aspiration immédiate est de tirer au maximum profit des appareils étatiques pour consolider leur domination économique et politique sur les classes populaires. Le Parti dit des travailleurs de Hanoune occupe une place particulière sur cet échiquier. Il en représente le versant réformiste. Ce n'est un secret pour personne que le PT est un pur produit des laboratoires « occultes » du régime. Les cris d'alarme répétés de celle-ci ne sont rien d'autre que des mises en garde au régime sur les dérives qui pourraient l'emporter. Objectivement, en s'échinant à le sauver des conséquences d'une explosion sociale, elle tend à « préserver les acquis économiques et politiques » non des travailleurs mais de ceux des classes bourgeoises.

Seul le monopole de la vie politique accordé par le pouvoir selon son bon plaisir aux partis qui ne le dérangent pas trop est la seule circonstance qui lui donne la possibilité de discourir de façon intarissable sur les intérêts des travailleurs.

Ce monopole explique le silence de tous les partis agréés par le pouvoir sur le caractère fondamentalement scélérat,

antidémocratique de la loi sur les partis telle qu'elle fut amendée en 1997.

Côté boycotteurs, on retrouve des courants qui sont au fond pour la même politique que celle mise en oeuvre par Bouteflika en faveur de la bourgeoisie et des classes parasites. Benflis a appelé au boycott. Partisan du libéralisme, résolu à accélérer les réformes réclamées par le Capital - flexibilisation du travail, abandon de la règle des 51/49%, liberté de circulation des capitaux pour « attirer » les investissements directs étrangers- il espère succéder à Bouteflika avec l'appui de la France et des USA.

Les mouvements obscurantistes liés au FIS dissous ont eux aussi boycotté ces législatives.

Du climat créé par les résultats de ces législatives peut sortir le pire comme le meilleur. Le pire ne pourra être écarté que par un haut niveau de conscience politique et d'organisation des classes laborieuses qui forment l'immense majorité du pays.

### **Kader Badreddine**

---

#### **Elections dans un climat délétère**

Leurs résultats aggraveront encore les difficultés des masses populaires. Le pays traverse une sérieuse crise financière consécutive à la chute des recettes des hydrocarbures. La politique d'austérité draconienne lancée par le gouvernement touche principalement les travailleurs et les pauvres. Les riches et les arrivistes en sont épargnés.

Une campagne électorale sans intérêt a été menée principalement par le FLN et le RND. Les autres partis n'ont fait que de la figuration. Ne lésinant pas sur les moyens, ces deux partis ont tout fait pour convaincre les citoyens de voter pour leurs candidats. Bafouant les principes élémentaires de la démocratie, considérant notre peuple comme des moutons, employant radio, télé et journaux à leur service, ils ont essayé encore une fois de manipuler l'opinion publique en leur faveur. En vain. Un échec cuisant.

Au vu de la très faible participation à ces élections, il n'y avait pas de quoi pavoiser mais cela n'a pas empêché toute une faune d'arrivistes de crier victoire.

L'assemblée issue de cette mascarade sera une assemblée de députés illégitimes, de "bénéni oui oui", de représentants d'une bourgeoisie parasite et corrompue.

Et notre ministre de l'Intérieur Noureddine Bédoui d'en rajouter une couche en qualifiant ces élections de « fête algérienne » survenue dans un « climat exemplaire et serein », le premier scrutin après la réforme constitutionnelle qui a, à l'écouter, « renforcé les libertés individuelles et collectives et consolidé le processus démocratique en offrant des garanties sans précédent pour la probité et la transparence de l'opération électorale. Vous l'avez bien lu !

Il est vrai que l'esprit de Naégelen rode toujours dans nos élections.

La seule voie à suivre c'est la lutte implacable contre le capitalisme.

### **Liès Sahoura**

---

#### **Représentants des partis au pouvoir et descendants de caïds et de bachaghas de sinistre réputation, même combat et intérêts communs ?**

C'est incroyable, les partis qui constituent la force principale du pouvoir n'arrêtent pas de faire référence aux martyrs de la guerre de libération et à leur mémoire. Mais il se trouve dans l'administration publique - aux mains de ces mêmes partis -des responsables qui toute honte bue agissent avec zèle pour conforter les familles notoirement connues pour leur collaboration avec le colonialisme, au détriment des populations spoliées par l'armée et

l'administration coloniales. Aucun de ces partis qui se réclament de la « *famille révolutionnaire* » n'a, depuis que la famille Smail a commencé à harceler les agriculteurs de l'ex-domaine autogéré Hamdani Amar, levé le petit doigt pour mettre fin à l'affront que cette famille et ses sbires dans les institutions de l'Etat, veulent faire subir aux populations de la région.

Une tendance qui explique clairement par ailleurs pourquoi l'arrière-petite-fille du Bachagha Bengana - un suppôt tristement célèbre du colonialisme qui avait tyrannisé la région de Biskra - a pu faire sur une chaîne de TV publique la promotion du livre qu'elle a écrit à la gloire de son odieux ancêtre. Elle a poussé le culot jusqu'à l'élever au rang de personnage honorable au pays de la Révolution de Novembre ! Mais pourquoi se serait-elle gênée à déformer l'histoire de façon aussi grossière ? N'avait-elle pas été invitée à un séminaire sur le thème ... « *lecture de la Proclamation du 1er Novembre 1954* » !? Et n'a-t-on pas vu des députés du groupe du FLN se faire un honneur - indigne - à se photographier tout sourire en sa compagnie, dans les locaux d'une institution de souveraineté ?

Il paraît que la descendante du bachagha a trouvé des oreilles attentives côté algérien pour servir de trait d'union entre les nouveaux possédants de l'Algérie et la bourgeoisie impérialiste française. Soixante après, la « 3e force » tant rêvée par de Gaulle serait-elle en voie de réalisation ? Le mandataire de la grande bourgeoisie métropolitaine voulait attirer vers lui une vaste force de collabos indigènes acceptant, sous un nouveau drapeau, de servir de filet de camouflage pour perpétuer la domination économique sur l'Algérie. Il avait échoué devant la résistance du peuple algérien et de ses valeureux combattants. Le refus de « la paix des braves » fut chèrement payé. Combien de combattants tombèrent au champ d'honneur après avoir rejeté avec mépris l'invitation de de Gaulle ? Ils doivent se retourner dans leur tombe au spectacle indécent de l'accueil chaleureux réservé au travail de réhabilitation du bachagha par sa descendante.

**T.Gh/K.B.**

---

### **Le projet de 20 000 ha à El Bayadh ou l'arrivée de nouveaux colons dans le Sud du pays**

Dans son édition du 11 mai 2017, le journal Liberté relaye le gestionnaire du groupe Lacheb dans la défense du projet agricole de 20 000 ha localisé dans la wilaya d'El Bayadh. Pas étonnant quand on sait que le propriétaire du journal Rebrab lui-même s'est également lancé via sa filiale Cevi-agro dans la course aux concessions et aux accaparements de terres publiques.

Le projet d'El Bayadh avait fait l'objet d'une enquête documentée de Ferhat Aït-Ali dont les termes ont été portés à la connaissance de l'opinion publique. Rappelons les conclusions : preuves à l'appui (noms et adresses, sites internet, parcours des dirigeants Ted Ayash et Dale Didion..), Ferhat Aït-Ali a montré que la société américaine (AICG) a été créée pour la circonstance, qu'elle ne possédait ni actifs financiers, ni expérience dans le domaine agricole, et -cause aggravante - que ses principales activités avaient plus à voir avec le négoce d'armement, le recyclage des vétérans de guerre et les services de renseignements américains. Comment peut-on à ce point balayer d'un trait de plume ces faits, ne pas avoir mis en place une commission d'enquête à la suite de ces révélations, pire prendre la défense de ce pseudo-consortium international et des groupes Lacheb et Tifrelait qui sont ses relais locaux en leur déroulant le tapis rouge lors de la Foire internationale d'Alger ?

Quelques informations sur le groupe Lacheb. Il bénéficie ces dernières années d'une bienveillance toute particulière des autorités qui pousse à se poser bien des questions.

Et d'abord qui se cache derrière le groupe Lacheb ?

Le patron du groupe Lacheb est issu d'une famille qui exerçait dans le commerce des fruits et légumes, en un mot

gros mandataire en Mitidja, et cela avant qu'il ne se lance dans le commerce de la banane. Une visite dans ses locaux de Boufarik suffit pour comprendre d'où vient aujourd'hui la fortune amassée : une noria de camions se lancent à partir de sa plateforme de Boufarik sur les routes du pays pour distribuer aux grossistes la banane importée, plus de la moitié dit-on des volumes importées par le pays. Le propos du manager du projet « ce projet dérange les lobbies de l'importation » a de quoi faire rire ! Il faut savoir que le groupe a mis la main sur des fermes pilotes remarquables qui lui ont été concédées par le ministère de l'Agriculture : plus de 700 ha à Benchicao où le groupe a arraché un vignoble de qualité au prétexte que le pays ne consomme plus de vin ; une centaine d'ha de nectarine et d'agrumes à Boufarik, et d'autres terres à Mostaganem, à Chlef ... Le groupe est à la tête d'au moins 11 sociétés qui brassent les affaires les plus juteuses : fruits, légumes, entrepôts, transport, recyclage, emballages-conditionnement ... Comment donc expliquer cette générosité de l'Etat, sinon par une politique officielle qui ne donne qu'aux riches. Et puis tout le monde sait quelles complicités sont entretenues entre le patronat et les appareils d'Etat : même Alioui de l'UNPA y a été pour quelque chose dans le projet d'El Bayadh ... d'où il est originaire.

D'autres questions peuvent être posées. Le projet d'El Bayadh a été installé sur les terres du domaine de l'Etat d'origine Arch. Plus précisément les terres concédées appartenaient à l'origine aux fractions de la célèbre tribu des Ouled Sidi Cheikh durement réprimée après sa révolte en 1864 contre l'armée coloniale. Et là aussi, les mêmes propos que les défenseurs des colons sont tenus : « *on a jamais vu une terre aussi riche* » rapporte Liberté, qui a oublié l'histoire coloniale et le cortège de dépossession des paysans qui l'a suivi au prétexte que les arabes étaient paresseux. Les terres de Brezina et de dayat el bagra ne sont pas sans maîtres : des communautés d'éleveurs vivent de ces terres et exploitent depuis des siècles ces terres ouvertes à tous.

Préservez les droits historiques de ces tribus et rendons la parole aux éleveurs locaux, aux paysans de ces territoires ou aux techniciens et ingénieurs qui connaissent cette région : ils nous diront que ces terres soumises à l'aridité ne sont pas faites pour de tels projets, que Brezina n'est pas la Bretagne ou la Californie, qu'il ne pleut dans le meilleur des cas que 250 mm/an, qu'il gèle en hiver, que la chaleur atteint plus de 35°C en moyenne l'été que les vaches laitières (20 000 vaches !) n'ont pas leur place dans ce milieu. De nombreuses organisations s'appuyant sur des recherches scientifiques remettent en question la viabilité de tels méga projets (résistance contre les projets de mille vaches en France par exemple). Pourquoi les américains n'ont-ils pas expérimenté en Arizona ce qu'ils se proposent de faire chez nous ?

Quel gâchis pour l'environnement ! Ces terres seront dégradées dans moins d'une dizaine d'années, comme l'ont été celles d'Adrar après la loi Chadli de l'accession à la propriété foncière par la « mise en valeur » dans les années 1980-90. Pollution des nappes et des sols par le sel, le désastre écologique que cette loi a provoqué est notoirement connu. A quoi auront donc servi les efforts du HCDS qui s'est efforcé de mettre en défens ces terres pour les préserver de la désertification ? Des ressources en eau d'un barrage ou de nappes profondes destinées en priorité aux hommes et à leurs moutons vont être détournées par un seul groupe d'affaires dont le pari n'est pas risqué puisqu'il puisera ses ressources financières à la BADR.

Et depuis quand le secteur privé spéculatif fait-il de la sécurité alimentaire une affaire politique, depuis quand s'intéresse-t-il à l'emploi des jeunes ? Depuis qu'on lui concède gratuitement les richesses de ce pays, sol, eau, crédits et force de travail à bon marché.

---

### Sid Ali

---

#### **Nouveau modèle de croissance ou nouveau bluff pour faire prospérer les affaires des amis ?**

Le « *nouveau modèle de croissance* » élaboré par le gouvernement de Sellal « s'appuie d'une part, sur une approche rénovée de la politique budgétaire et, d'autre part sur une trajectoire de diversification et de transformation

de l'économie à l'horizon 2030. »

En lisant le texte intégral du « nouveau modèle de croissance » \* il apparait que le gouvernement ne peut agir que sur la politique budgétaire et peut-être sur les réformes fiscales. Pour tout le reste, la démarche annoncée (le terme « stratégie » est banni du vocabulaire des rédacteurs du « modèle ») ne repose sur aucune base initiale pouvant faire aboutir une quelconque trajectoire aux objectifs fixés. La gouvernabilité de l'approche telle que tracée dans ce document reste hasardeuse, sauf si l'objectif demeure encore celui de continuer à aider les amis et toute la clientèle du pouvoir à grossir leurs fortunes. Ce qui est fort possible au vu des recommandations formulées.

Que vise autrement le partenariat public privé (PPP) ? Qui peut croire que Haddad, Tliba, Tahkout, Ben Amor et bien d'autres peuvent apporter quelque chose au secteur public ? Vont-ils apporter un quelconque savoir et si oui lequel ? Il est certain qu'ils viendront pour prendre et non pas pour donner. Les autres objectifs ne sont qu'une suite de voeux pieux. C'est d'ailleurs le cas pour toutes les prétendues « stratégies » de relance de l'industrie annoncées à grands coups de discours aussi ronflants que creux depuis déjà dix-huit années.

Depuis l'année 2000 les différents gouvernements, qui se sont succédé pour exécuter le programme du Président dont ils sont les seuls à connaître la teneur, si teneur il y a eu, ont fait de la relance de l'industrialisation le point nodal de leurs promesses verbales. De Temmar à Bouchouareb, pas loin d'une dizaine de ministre se sont succédé au département de l'Industrie sans avoir élaboré pas même un semblant de stratégie. Ils ont par contre servi leurs sponsors ou leurs-prêtes noms qui ont bâti des fortunes avec les fonds publics. Ils ont tenté d'attirer vainement les IDE. Ils ont offert des entreprises industrielles en partenariat avec des sociétés étrangères. Ils ont bradé des usines au profit du privé « national » pour soi-disant améliorer leur fonctionnement. Les résultats de cette politique sont connus de tous. Ils ne sont pas reluisants. Certains ont été même catastrophiques. On continue encore malgré les scandales à vouloir faire croire qu'ils travaillent pour la construction d'une industrie diversifiée et alternative aux hydrocarbures.

Quels enseignements ont-ils été tirés des expériences des partenariats avec les sociétés étrangères ? Pensent-ils réellement que le montage de voitures tel qu'il est entrepris chez nous débouchera sur une industrie automobile ou tout simplement à une industrie de sous-traitance ? Ce n'est pas sûr parce que tout simplement les fabricants qui ont accepté de procéder au montage de leurs produits en Algérie ont dû attirer leur attention sur les limites qu'ils leur accorderont. Ce qu'ils appellent de façon pompeuse « industrie automobile » n'est tout juste qu'une tactique pour camoufler l'importation de véhicules. Un voile, plein de trous, pour faire croire qu'ils ont obligé les opérateurs concernés à respecter les instructions soi-disant destinées à faire face à la crise provoquée par la chute des prix des hydrocarbures.

Enfin, tout montre que les travailleurs, les petits paysans, les jeunes chômeurs et tous ceux qui aspirent à une Algérie juste prospère et souveraine doivent comprendre qu'il n'y'a rien à attendre de ce régime. Leurs revendications sont intimement liées au renforcement de leur solidarité à leurs luttes pour arracher les droit de s'organiser, d'exprimer leurs opinions et pour l'amélioration de leurs conditions de vie, au droit au travail à la santé, à l'éducation de leurs enfants.

## T. Gh

\*Consulter le site internet du ministère des Finances

---

## Nouvelles du combat permanent des paysans des EAC de Draa Ben Khadda pour leurs droits

Les paysans des EAC issues de la restructuration de l'ex-domaine autogéré HAMDANI Amar ont de nouveau bloqué

les travaux de la pénétrante qui devra relier Tizi Ouzou à l'autoroute Est-Ouest. Les promesses et tentatives des différents walis qui se sont succédé à la tête de l'administration locale pour assurer la protection de leurs droits ont toutes buté sur les manoeuvres de forces occultes alliées de la famille Smail qui activent dans l'administration.

La wali précédent avait décidé de créer une commission pour enquêter sur les terres réclamées par la famille Smail, faire le relevé des parcelles sur lesquelles elle prétend détenir des titres de propriété et celles qui ont fait l'objet d'attribution par l'Etat aux paysans dans le cadre de la loi de restructuration agricole de 1987. Le reste des terres devait être remis à la disposition du service des domaines de l'Etat. Mais il semblerait que cette commission ne s'est plus réunie depuis son départ.

*« Lors des réunions auxquelles nous avons participé, le nouveau wali a donné instruction aux services concernés pour régler certains problèmes comme par exemple notre indemnisation à la suite de l'arrachage de 500 orangers et l'attribution des concessions. Mais aucune n'a connu de suite. Les services chargés d'appliquer les instructions du wali obéissent à des injonctions venus d'ailleurs. Par contre, ces mêmes services ont agi avec célérité pour indemniser indûment la famille Smail pour le passage de la conduite qui alimente Alger en eau à partir du barrage de Taksebt malgré l'opposition du wali de l'époque. Nous pensons que les personnes impliquées dans cette affaire et certainement dans d'autres s'opposent aux décisions qui déjugent la famille Smail. Nous avons aussi entendu auprès de certaines sources que les Smail s'appuient également sur des relations qui ont des liens avec des hauts responsables de l'Etat. Quant à nous, nous n'avons que notre détermination à défendre nos intérêts légitimes, et nous ne céderons jamais. Nous faisons encore confiance aux hautes autorités de la wilaya, mais si nos revendications ne sont pas entendues nous serons dans l'obligation de donner une autre dimension à notre lutte et nous ne serons pas seuls ».*

Voilà ce que disent en substance les paysans rencontrés.

### C.P.

---

#### France :

#### **Macron vainqueur par défaut au second tour de l'élection présidentielle**

Avec 20,7 millions de suffrages contre 10,6 à Marine Le Pen, sa victoire est en apparence écrasante. Mais dans ce nombre, 9 millions d'électeurs ont voté contre Le Pen et non pour son programme. 16 autres millions se sont abstenus ou ont voté nul. Son élection est le fruit d'un « viol des foules ». Le système électoral mis en place par la Constitution de 1958 piège le vote populaire. Il lui impose au second tour de choisir le « moindre mal » qui s'avère ensuite le pire. Les deux candidats qui se disputent la tête de l'exécutif sont systématiquement des représentants des classes dominantes ou des courants réformistes convaincus que le sauvetage du système capitaliste passe par la redistribution de miettes aux travailleurs.

Les grands moyens d'information appartiennent à la bourgeoisie. Ce sont ses idées et ses choix politiques qui dominent et façonnent la majeure partie de l'opinion (« *Les idées dominantes sont celles de la classe dominante* »). Jamais la loi mise en lumière par Marx, n'avait été confirmée d'une manière aussi caricaturale qu'avec le lancement de la candidature de Macron et le battage incessant orchestré depuis l'été 2016 autour de sa personne par les 9 milliardaires qui détiennent 95% des médias. Macron est la créature des hommes de la haute finance, des gros actionnaires du CAC 40, propriétaires de l'essentiel des richesses de la France, entreprises économiques, médias et aussi ... instituts de sondage dont la fonction est d'orienter savamment les choix des électeurs. Ces instituts ont participé à la dramatisation du climat politique orchestré par des « éditocrates » grassement rémunérés sous le thème « s'abstenir c'est voter pour le fascisme ». Marine Le Pen a assumé à merveille le rôle d'épouvantail

programmé pour inciter la majorité des électeurs à opter pour le « moins pire ».

Depuis la défaite cuisante en 2002 de Le Pen père, la bourgeoisie française s'est employée avec constance à dédramatiser le Front national. Buts de la promotion de ce parti xénophobe : évacuer des débats politiques les questions liées à l'antagonisme de classe opposant les travailleurs, majorité écrasante des actifs, à une petite minorité d'oligarques. Ces questions formaient la ligne de clivage essentielle à travers laquelle le niveau de conscience idéologique des travailleurs distinguait la France d'autres pays capitalistes. Avec le traitement de faveur accordé par les médias à Marine Le Pen, l'attention a été sciemment détournée sur les questions identitaires, sur les immigrés, arabes et africains notamment pour diviser le camp des exploités, torpiller leur unité contre leurs exploités.

Le FN c'est aussi la force fasciste de réserve de la bourgeoisie. Son encadrement est composé de nervis, de gros bras et d'émules de l'OAS. Elle n'hésitera pas à la lancer contre le mouvement populaire lorsqu'il menacera sérieusement sa domination économique et politique.

La bourgeoisie a choisi Macron parce qu'elle a éprouvé le besoin politique de dépasser les clivages partisans gauche-droite qui lui paraissent anachroniques.

Il fut un temps où, sous la pression d'un PCF dirigeant avec détermination les luttes de la classe ouvrière pour renverser la domination de la bourgeoisie, et dans un contexte international où l'existence de l'URSS obligeait les capitalistes à faire des concessions, le PS tentait d'atténuer les antagonismes de classe par des réformes sociales qui amélioreraient la condition des travailleurs. Au pouvoir ou dans l'opposition il oeuvrait ainsi à émousser la combativité anticapitaliste de la classe ouvrière pour perpétuer le système. Aujourd'hui la situation est différente. Résultat de l'évolution socio-politique de la sociale-démocratie française de ces dernières décennies, surtout sous Hollande, l'action du PS ne se distingue de celle de la droite que sur des questions de méthode. Il ne s'agit plus pour lui de forcer la main de la bourgeoisie pour qu'elle accepte une redistribution du revenu national qui adoucisse le sort des travailleurs et permette de juguler la révolution, mais de satisfaire les exigences sans limites du Capital. Il s'agit de l'accompagner aimablement dans sa course à l'échelle mondiale pour des taux de profits élevés. Détricotage des conquêtes sociales et alignement de la condition des ouvriers sur les niveaux les plus bas dans le monde, sur celui du Bangladesh comme le résumait si bien les syndicalistes, le contraire de ce qui a été fait depuis le front populaire, tel est aujourd'hui le programme du PS.

Les courants réformistes de l'aristocratie ouvrière ne forment plus le groupe prépondérant de sa base sociale. Ce sont les représentants des couches intermédiaires qui ont pris le dessus. Leurs activités et leurs intérêts sont liés à la gestion du capitalisme, à son internationalisation, à la diffusion de l'idéologie bourgeoise. Droite et parti socialiste se sont succédé depuis Rocard et Fabius dans une fausse alternance pour satisfaire les désirs du grand Capital. Ils se relayent à tour de rôle dans ce travail de démolition sociale. Mais cette « alternance » bénéfique pour le Capital s'effectue dans le climat polémique alimenté par les rivalités partisans gouvernement-opposition alors qu'au fond les deux acteurs de la bipolarisation sont complices.

C'est à ce climat de fausses querelles que la grande bourgeoisie a décidé de mettre fin. Elle y voit la condition pour accélérer le rythme d'exécution du plan de destruction de ce que l'on qualifie de « modèle social français ». Elle tente de mettre en place une nouvelle formation politique issue de la synthèse de la droite et de l'ex- « parti ouvrier » de la bourgeoisie dans le PS. Pour avoir refusé de s'inscrire dans cette nouvelle feuille de route, Fillon a été mis hors jeu.

Avec Macron, la bourgeoisie est sur pied de guerre. Elle va mener avec une vigueur décuplée l'offensive générale contre la classe ouvrière et les travailleurs. Elle compte achever la destruction du Code du travail. Macron c'est aussi le porte-parole de ses fractions les plus belliqueuses, celles qui poussent à la guerre contre la Russie, qui veulent intensifier leurs interventions militaires en Syrie, au Moyen Orient, en Afrique du nord, au Sahel, renverser les régimes pas trop dociles à leurs goûts. Le zèle belliqueux de Macron s'est illustré par sa violente diatribe contre le



régime syrien et son allié russe à propos de la dernière attaque chimique d'Idlib alors que de toute évidence elle avait été montée par des islamistes défaits pour donner le prétexte à une intervention militaire étrangère. De même au Mali où il a osé accuser l'Algérie d'entretenir la nuisance des groupes islamistes feignant d'oublier que c'est l'intervention criminelle de la France en Libye qui a déstabilisé toute la région du Sahel.

Les enjeux politiques français ne peuvent être correctement appréciés que sous l'angle de la profonde crise économique et sociale. Elle met en avant pour les forces politiques les plus révolutionnaires les tâches de la préparation des conditions idéologiques et politiques de la révolution socialiste.

De ce point de vue, aucun candidat ne répondait au choix des travailleurs qui aspirent à renverser le capitalisme. Mélenchon a pris la tête des réformistes qui ne cherchent pas à se débarrasser du capitalisme mais croient toujours qu'il est possible de « l'humaniser ». Son but est de reconstituer sous un nouveau nom un parti socialiste version 2, épuré de ses personnalités les plus discréditées, à l'image de Valls, pour leur zèle à appliquer les injonctions du MEDEF. Pas un mot chez lui pour appeler à l'abolition du capitalisme, pas même pour remettre à l'ordre du jour la nationalisation des grands groupes industriels et financiers. Seulement des déclamations et des effets de manche qui font illusion. Relancer l'activité économique en appliquant les préceptes keynésiens de la stimulation de la demande et donc de la relance de l'emploi, grâce à l'action étatique et à la hausse des salaires, sans s'attaquer aux bases du capitalisme, tel est le cœur de son programme. Mélenchon détourne le potentiel de rupture avec le capitalisme qui s'accumule au sein de la classe ouvrière, de l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse. Il fait partie de cette « gauche » qui n'a pas compris que la crise a pour origine une surproduction des capitaux dont la profondeur rend inopérantes les recettes keynésiennes.

La nature de cette crise pose comme alternative : ou la liquidation des conquêtes sociales des travailleurs ou la révolution socialiste et la socialisation de la propriété des grands moyens de production et d'échange.

### Z.B

---

#### **Manifestation du 1er mai à Béjaïa : expression mémorable de la montée d'un mouvement social organisé qu'aucun interdit ne pourra étouffer**

Comme à chaque 1er mai, journée internationale de luttes de la classe ouvrière, le régime empêche depuis 25 ans les travailleurs de manifester dans les rues au prétexte de la lutte contre le danger terroriste. Dans la capitale aucune manifestation échappant au contrôle du pouvoir n'est tolérée. L'UGTA, son syndicat maison, ne se risque pas à sortir dans la rue de peur d'être « débordée ». Ses responsables s'ingénient chaque année à la célébrer en vase clos dans de petites villes reculées, aussi loin que possible du bruissement des voix prolétariennes, juste pour dire qu'ils n'ont pas dérogé à la « tradition ». Depuis un temps quelques syndicalistes de la centrale se sont décidés à commémorer l'événement. Non dans la rue mais sur l'esplanade, maintenant clôturée, de la Maison du peuple. L'un d'entre eux déclame un petit discours de circonstance. Puis les permanents syndicaux, spécialisés dans l'art d'étouffer les grèves au nom du « Pacte social », se séparent, sourires affichés pour avoir accompli le « service minimum ».

A Oran, une tentative de rassemblement de syndicalistes hors UGTA a été étouffée dans l'oeuf. Un important dispositif policier a été déployé comme pour disperser de dangereux fauteurs de troubles à l'ordre public.

Mais l'honneur des travailleurs a été sauvé cette année à Béjaïa. Dans cette ville, le pouvoir ne peut interdire les marches et les manifestations de rues sans se heurter à une forte résistance. A l'appel de l'intersyndicale qui regroupe une dizaine de syndicats autonomes, des milliers de travailleurs ont marché pour dénoncer la politique de paupérisation du pouvoir. Beaucoup d'entre eux étaient venus de loin pour clamer leur unité et leur solidarité.

*« Du stade de l'Unité maghrébine jusqu'à la place de la Liberté « Said-Mekbel », une procession de travailleuses et de travailleurs ont scandé haut et fort des slogans contre la politique des pouvoirs publics. Du Code du travail, élaboré sans leur consultation jusqu'aux libertés syndicales menacées en passant par la retraite anticipée, les conditions de travail et la sauvegarde du secteur économique, l'intersyndicale n'a rien lâché. L'action s'est voulue une manière de revendiquer « le gel de la nouvelle loi sur la retraite, dénoncer la cherté de la vie et demander l'implication des syndicats autonomes dans l'élaboration de la future loi sur le travail » (L'Expression du 2 mai).*

Les représentants des syndicats autonomes ont pris la parole pour fustiger la politique antipopulaire du régime.

Le 1er mai à Béjaïa fut la démonstration de l'existence d'un potentiel montant qu'aucun interdit ne pourra longtemps étouffer.

**R.N.**